

Capital social et résilience à La Plaine, en Haïti : implications pour la politique humanitaire

SoCap Note d'Orientation
No. 3, août 2026

Points clés

À La Plaine, le capital social se construit avant tout par les personnes et les relations. Celles-ci constituent le fondement de l'accès et de l'utilisation de l'ensemble des autres ressources.

Les résultats de ce projet pilote montrent qu'en période de crise, les membres de la famille, les voisins, les pairs, les responsables communautaires, les réseaux religieux et les communautés expatriées apportent au quotidien soutien, protection, conseils et aide à la résolution des problèmes. Les données issues du projet pilote mené en Haïti montrent que les programmes qui négligent les dynamiques sociales risquent d'entraîner des doubles emplois, de l'exclusion, voire de générer de la concurrence et des conflits, portant ainsi atteinte aux relations mêmes dont dépendent réellement les communautés. Les bailleurs de fonds humanitaires peuvent réfléchir à des moyens de renforcer l'impact de leurs interventions en considérant les dépenses liées à la facilitation, à l'instauration d'un climat de confiance, à la coordination et au dialogue au niveau communautaire en tant que coûts légitimes et nécessaires des programmes.

Le capital social n'est pas réparti équitablement : l'âge et le genre déterminent l'accès aux réseaux, aux ressources, au soutien et aux opportunités, ainsi qu'aux risques encourus.

Les premiers résultats indiquent que les jeunes femmes s'appuient souvent sur des réseaux plus restreints, centrés sur la famille, et exercent des activités à faible rémunération et limitées au niveau local. Les jeunes hommes ont généralement accès à des réseaux plus étendus, composés de pairs et de figures d'autorité, ainsi qu'à des opportunités économiques plus variées. Ils sont toutefois davantage soumis à des pressions pour rejoindre des groupes armés et plus exposés aux violences. Une programmation fondée sur des données probantes identifiant les cas où les aides sociales sont fragmentées, inégales ou disparates peut non seulement s'inscrire dans le prolongement des structures sociales existantes, mais aussi les soutenir, les renforcer et les développer. Les bailleurs de fonds devraient envisager de financer des programmes visant explicitement à consolider les réseaux de pairs des personnes dont l'accès au capital social est le plus limité, notamment les jeunes femmes.

La manière dont les organisations de la société civile et les chercheurs interagissent avec les communautés peut, de façon involontaire, fragiliser le capital social.

Notre étude pilote a révélé que les évaluations des besoins fréquentes, mais sans véritable retour d'information de la part de la communauté, ainsi que le ciblage sélectif de l'aide, étaient souvent perçus comme affaiblissant la solidarité, favorisant la dépendance et exacerbant la concurrence au sein des communautés. À l'inverse, les approches participatives fondées sur les atouts, qui s'appuient sur des structures locales de confiance, respectent les pratiques d'entraide, telles que le konbit et reconnaissent les habitants comme des experts compétents, ont permis de renforcer la confiance, la coordination et l'estime de soi. Les cadres politiques et les instruments de financement devraient encourager les acteurs humanitaires et du développement à reconnaître et à impliquer les autorités locales et les structures communautaires lorsque cela est possible, et à favoriser des modalités d'engagement, notamment des approches fondées sur les acquis et des boucles de rétroaction fermées, qui protègent activement les liens relationnels plutôt que de les éroder.

Cette note d'orientation présente les conclusions détaillées d'une note de recherche de SoCap, disponible à l'adresse suivante :



CONTEXTE

En Haïti, le projet « Le rôle du capital social dans les contextes urbains fragiles et touchés par les conflits » (SoCap) s'intéresse à la manière dont différents sous-groupes de jeunes de Cité Soleil développent leur résilience face aux chocs et aux facteurs de stress à travers un accès différencié au capital social.

Le capital social (c'est-à-dire les réseaux, les normes et la confiance qui facilitent la coordination et la coopération) joue un rôle reconnu dans le renforcement de la résilience à toutes les étapes du cycle des catastrophes¹. Comprendre son rôle dans des contextes fragiles et touchés par des conflits demeure toutefois complexe : les facteurs de stress sont prolongés, cycliques et intenses ; les divisions liées aux conflits peuvent renforcer ou affaiblir les liens sociaux ; tandis que les formes insulaires de capital social peuvent accroître la méfiance et compromettre la résilience à long terme.

Tout au long de cette note, nous faisons référence au terme *konbit*, qui désigne en créole haïtien une pratique traditionnelle de collaboration et de coopération communautaires, fondée sur l'entraide et l'action collective². Aujourd'hui, ce terme recouvre également des valeurs fondamentales telles que la solidarité, la responsabilité, la réciprocité et la participation.

Le projet SoCap en Haïti s'appuie sur une approche de recherche qualitative participative menée par des acteurs locaux. La majorité des membres de l'équipe sur place sont des leaders communautaires originaires de Cité Soleil. Entre septembre et octobre 2025, l'équipe a mené 11 discussions de groupe et huit entretiens individuels auprès de 95 personnes au total à La Plaine, dans la Cité Soleil.

Cette note d'orientation présente les conclusions détaillées d'une note de recherche de SoCap, disponible à l'adresse suivante : <https://www.concern.net/knowledge-hub/social-capital-and-resilience-fragile-and-conflict-affected-urban-contexts>.

ENCADRÉ :

Le capital social

Le capital social peut être compris au sens large comme les réseaux, les relations, les normes, les institutions et la confiance sociale qui facilitent les interactions, les échanges, la coordination et la coopération au sein et entre les groupes sociaux.

Les personnes et les relations sont la ressource la plus précieuse de la communauté

Tous les groupes de participants ont exprimé un constat clair et unanime : les habitants constituent la ressource la plus précieuse de La Plaine. Les membres de la famille, les voisins, les pairs, les responsables communautaires et les proches expatriés apportent chaque jour soutien, conseil et protection en période de crise. D'autres ressources, telles que les terrains, les infrastructures, les institutions et les actifs financiers, sont considérées comme importantes avant tout parce qu'elles sont mobilisées par le biais d'actions collectives et fondées sur la confiance. Comme l'a souligné un responsable religieux : « **Les ressources humaines sont les plus précieuses : sans elles, toutes les autres s'effondrent.** » Parallèlement, la violence, la stigmatisation et la peur limitent considérablement les déplacements et restreignent l'accès aux réseaux et au soutien.

Quelles sont les implications pour les politiques publiques ?

Les initiatives visant à renforcer la résilience qui reconnaissent, protègent et veillent à ne pas perturber les mécanismes de soutien fondés sur le voisinage et les relations sociales sont plus susceptibles de renforcer la capacité des individus à faire face à des crises répétées.

Le capital social des jeunes varie selon le genre, créant ainsi des profils distincts en termes de ressources et de résilience

Les jeunes femmes dépendent souvent de réseaux plus restreints, centrés sur la famille, et d'activités locales peu rémunératrices. Les jeunes hommes ont accès à des réseaux plus étendus, composés de pairs et de figures d'autorité, ainsi qu'à des opportunités économiques plus variées. Ils subissent toutefois une forte pression pour rejoindre des groupes armés et sont davantage exposés aux violences. Ces deux groupes font l'objet d'une forte stigmatisation, car ils sont souvent considérés comme des membres présumés de groupes armés, entraînant discrimination, harcèlement et persécution. Tous deux ont exprimé de vives aspirations à l'éducation, à un emploi décent et à la sécurité, tout en soulignant le peu de perspectives concrètes qui s'offrent à eux pour atteindre ces objectifs.

Quelles sont les implications pour les politiques publiques ?

Les programmes de renforcement de la résilience qui considèrent les communautés ou les jeunes comme un groupe homogène risquent de renforcer les inégalités et peuvent, sans le vouloir, exclure certains groupes ou les exposer à des risques.

La manière dont la société civile et les chercheurs interagissent peut affaiblir ou renforcer le capital social

À La Plaine, le capital social est très sensible à la manière dont les acteurs extérieurs définissent les besoins, identifient les ressources et interagissent avec les communautés. Les projets à court terme et les évaluations des besoins à répétition ont été perçus comme décourageant l'initiative et affaiblissant le sens des responsabilités collectives ; le ciblage sélectif de l'aide a suscité la méfiance, érodé la solidarité et intensifié la concurrence au sein des quartiers et entre eux. Les approches participatives s'appuyant sur des structures locales de confiance et reconnaissant les habitants comme des experts compétents ont permis de renforcer la confiance et la coordination. Ce projet pilote révèle que même une aide et une recherche animées des meilleures intentions peuvent avoir des effets préjudiciables lorsqu'elles affaiblissent la confiance, la coopération ou les réseaux de soutien existants.

Quelles sont les implications pour les politiques publiques ?

Les approches qui reconnaissent les atouts et les relations existantes sont plus susceptibles de favoriser l'action collective et de renforcer durablement la résilience.

RECOMMANDATIONS

Ces conclusions sont tirées d'une phase pilote initiale d'un projet de recherche pluriannuel mené sur plusieurs sites. Nous présentons ci-dessous des implications préliminaires à l'intention des décideurs politiques, sur la base de ces premières conclusions. Les réseaux communautaires constituent l'infrastructure qui permet de mettre en œuvre la localisation de l'aide. Dans des contextes comme celui d'Haïti, ils sont essentiels à la survie quotidienne et à la réponse aux crises au sein des communautés. Soutenir, renforcer et élargir ces liens pour les rendre plus équitables et inclusifs peut transformer l'efficacité et la durabilité du financement humanitaire, pour une valeur et un impact accrus.

Reconnaître et associer les autorités locales, même lorsque leur capacité d'action est limitée.

Même si les autorités locales peuvent être confrontées à des contraintes et que certaines d'entre elles ne sont peut-être plus implantées au sein de la communauté, nos conclusions préliminaires indiquent qu'il convient de s'efforcer de les associer au processus dans la mesure du possible. Les cadres politiques et les mécanismes de financement devraient encourager les acteurs œuvrant dans les domaines de l'humanitaire et du développement à reconnaître et à impliquer les autorités locales, dans la mesure du possible, sans pour autant considérer qu'elles constituent le principal canal de mise en œuvre.

Même une inclusion limitée peut soutenir la gouvernance à long terme, réduire les dispositifs parallèles et améliorer la coordination. Cette approche est cohérente avec les engagements des donateurs en faveur d'une gouvernance renforcée et d'une présence institutionnelle dans les contextes fragiles⁵.

Reconnaître le financement des capacités sociales et relationnelles comme un élément essentiel des programmes.

Les bailleurs de fonds humanitaires peuvent réfléchir à des moyens de renforcer l'impact de leurs interventions en considérant les dépenses liées à la facilitation, à l'instauration d'un climat de confiance, à la coordination et au dialogue au niveau communautaire en tant que coûts légitimes et nécessaires des programmes. Les enseignements tirés du projet pilote mené en Haïti montrent que les programmes qui ne tiennent pas compte des dynamiques sociales risquent d'entraîner des doublons, de l'exclusion, voire de susciter de la rivalité et des conflits, tandis que ceux qui investissent dans les relations ont plus de chances d'être acceptés et pérennisés.

À l'inverse, une programmation éclairée par des données probantes sur les points où les soutiens sociaux sont fragmentés, inégaux ou inégalement répartis a le potentiel non seulement de s'appuyer sur les structures sociales existantes, mais aussi de les soutenir, de les renforcer et de les développer. Cette recommandation s'inscrit dans le prolongement des engagements en faveur d'approches locales, de la prise en compte des conflits, du renforcement de la résilience, de l'adaptation des réponses humanitaires, du renforcement des partenariats locaux et de l'adoption d'une approche centrée sur les personnes⁴.

Privilégier un financement direct et souple en faveur des structures communautaires de confiance.

Notre étude préliminaire souligne l'intérêt pour les bailleurs de fonds humanitaires d'améliorer leur efficacité en développant des mécanismes de financement directs et flexibles destinés à des organisations communautaires de confiance, notamment les réseaux de femmes et les associations locales, tout en leur apportant un accompagnement adapté et en favorisant les échanges de compétences. Lorsque les acteurs locaux sont considérés comme des partenaires plutôt que comme des sous-traitants, les programmes sont perçus comme plus légitimes, plus à même de s'adapter et davantage redevables envers les communautés.

1. Putnam, R. (1995) 'Bowling Alone: America's Declining Social Capital,' *Journal of Democracy*, 6, 65-78, p. 67; Rhude, K., et al. (2025) *A Review of Evidence of the Impact of Social Capital on Resilience*, SoCap Research Brief, No. 1.

2. Versaillot, P.-D. & Honda, R. (2024) 'Building social capital through Konbit for post-disaster recovery: A case study of rural areas in the Xaragua peninsula, Haiti', *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 109, 104604.

3. Government of Ireland (2019) *A Better World: Ireland's Policy for International Development*.

4. Government of Ireland (2019) *A Better World*; World Bank Group (2025) *Country Partnership Framework for Haiti*; ECHO (2026) *Humanitarian Implementation Plan (HIP) Latin America and the Caribbean*.

À propos du projet SoCap

Le Rôle du Capital Social dans les Contextes Urbains Fragiles et Affectés par les Conflits (SoCap) est un projet de recherche sur trois ans, financé par Irish Aid et mené en partenariat avec Concern Worldwide. Il analyse de manière systématique les interactions entre le capital social, la résilience, l'environnement urbain, ainsi que les situations de conflit et de fragilité parmi les populations urbaines marginalisées en Haïti, en Somalie et au Somaliland.

Cette recherche à méthodes mixtes vise à comprendre comment les mécanismes qui traduisent le capital social en résilience chez les groupes urbains marginalisés sont à la fois encouragés et entravés, afin d'identifier des leviers pratiques pour les acteurs opérationnels et politiques.

L'équipe de recherche comprend Jessica Hsu et Robillard Louino, Gwoup Konbit, Haïti; Manar Zaki et Brenton Peterson, Consilient, Somalie et Somaliland; Dr Kelsey Gleason, University of Vermont; Dr Ronak Patel, Nova Frontlines; ainsi que Dr Caitriona Dowd, Jothsaïna Pierre et Abdulkadir Adan, University College Dublin.

Les idées, opinions et commentaires qui y figurent relèvent de l'entière responsabilité de leurs auteurs et ne représentent ni ne reflètent nécessairement la politique d'Irish Aid.

Comment citer cette publication:

Hsu, Jessica, Rubson Brumaire, Louino Robillard, Smith Petioth, Thamara Revolut, Pierre Marc Baptiste, Sobia Jacques, Caitriona Dowd, Jothsaïna Pierre, Ronak Patel and Kelsey Gleason. (2026). *Social capital and resilience in La Plaine, Haïti: Implications for humanitarian policy*. SoCap Policy Brief No. 3.

Pour en savoir plus sur le projet SoCap, veuillez visiter

<https://www.concern.net/knowledge-hub/social-capital-and-resilience-fragile-and-conflict-affected-urban-contexts>

